

## Le moment Xavier : quel logiciel pour construire le bertrandisme ?



Selon un sondage réalisé lors de l'émission "Vous avez la parole" sur France 2, le président des Hauts-de-France Xavier Bertrand a réussi à convaincre une large majorité d'électeurs LR et LREM.

Avec Maxime Tandonnet
-----------------------

Avec Michel Ruimy
-------------------

**Atlantico.fr : L'économie mondiale est marquée par une hausse des inégalités au sein des pays développés et un ralentissement de la croissance. Face à cette réalité économique, certains hommes politiques de droite comme Xavier Bertrand entrevoient la possibilité de remettre au goût du jour une droite sociale, proche du peuple. Ont-ils une véritable arme idéologique pour répondre aux problèmes économiques et politiques de notre temps ?**

**Maxime Tandonnet :** La présidence Macron s'est faite l'étendard de l'ultra-libéralisme sans frontière et de l'économie start-up qui sont sa marque de fabrique. Cela ne veut évidemment pas dire que la réalité coïncide avec cette image. Pour autant, l'hôte de l'Élysée incarne sur le plan de l'imaginaire collectif des Français cet ultra-libéralisme. Dans un objectif de conquête du pouvoir, la droite peut en effet avoir intérêt à prendre le contre-pied de cette posture et renouer avec un discours social, axé sur la protection des plus démunis. Dans un pays qui compte 3 à 5 millions de chômeurs, 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, 4 millions de mal-logés ou sans logis, ce thème est adapté à une reconquête du pouvoir. Toute la difficulté, en cas de succès électoral, consistera à passer du discours à l'action... Compte tenu du poids de la dépense publique dans notre pays et d'une législation sociale déjà extrêmement contraignante pour les entreprises au vu de la lourdeur du code du travail, les marges de manœuvre sont réduites, pour ne pas dire infimes. Le risque est donc d'aggraver encore la crise de confiance entre la classe dirigeante et l'opinion en ne tenant pas des promesses impossibles à tenir.

**Michel Ruimy :** Les Républicains font aujourd'hui de la défense du pouvoir d'achat des ménages défavorisés l'un des grands axes de leur discours à charge contre le chef de l'État. Même si, dans le passé récent, ils ont suggéré d'augmenter le SMIC de 10 % à 20 % en baissant en contrepartie les charges salariales ou en demandant la suspension des hausses de taxes sur l'essence et le gazole, tout en proposant la mise en place de tickets-carburant, sur le modèle des tickets-restaurant, ce ne sont que des velléités mais peu de choses concrètes. Les Républicains ne doivent pas oublier que critiquer Emmanuel Macron ne suffit pas à faire un programme !

En fait, l'avènement d'Emmanuel Macron à l'Élysée a bouleversé le discours et le positionnement des Républicains dans le paysage politique français. Laurent Wauquiez a ravivé les fractures idéologiques d'une famille politique qu'il entendait pourtant rassembler à tel

point que Xavier Bertrand affirmait, en 2017, en quittant un parti qu'il avait formé : « Je ne reconnais plus ma famille politique, alors j'ai décidé de la quitter ». Quant à Valérie Pécresse, elle s'interrogeait, en 2018, en plein Conseil national du parti, sur la capacité du nouveau président à rassembler « les deux droites » : l'une « plus progressiste », l'autre « plus conservatrice ».

Quant à la Droite sociale, elle est, avec la critique de l'action du chef de l'État depuis les élections régionales de 2015, un des axes majeurs de la stratégie de Xavier Bertrand. Par exemple, il a notamment déconstruit l'image des premiers de cordées : « si vous êtes le cinquième de la cordée, quoi qu'il arrive, vous resterez le cinquième ». Exit alors la notion d'ascenseur social portée en oriflamme par le chef de l'État.

Si la surface politique du président de la région Hauts-de-France n'est pas encore très élevée pour l'instant, il peut s'attirer les sympathies des électeurs de centre droit d'Emmanuel Macron avec son discours d'ouverture à la concurrence de la SNCF. Il plaît à la gauche lorsqu'il affronte le Rassemblement national et qu'il prend une posture plus sociale, évoquant le sort des plus démunis et les sujets du quotidien des Français. Il pourrait, au final, incarner l'alternative au match LREM - RN.

## **Historiquement, la droite sociale ou le gaullisme social a défendu l'idée de la participation ou de l'intéressement. C'est ainsi qu'elle prétendait concilier les aspirations des entreprises et celles des salariés et répondait au marxisme. Est-ce suffisant aujourd'hui pour répondre aux nouvelles ruptures fondées sur l'économie et qui se répercutent en politique ?**

**Maxime Tandonnet** : Le problème, c'est que le thème n'est pas nouveau. La participation fut le mot clé de la politique intérieure du second mandat présidentiel du général de Gaulle à partir de 1965. Elle avait pour objectif d'associer les travailleurs à la gestion de l'entreprise dans le cadre d'une co-gestion paritaire avec le capital. Elle ressort périodiquement, lors des présidences de droite ou de gauche, comme un serpent de mer, un remède miracle quand on ne sait plus quoi inventer. En 1995, Jacques Chirac fut élu sur le thème de la lutte contre la fracture sociale qui passait par une relance de la participation. Philippe Séguin lui-même voulait incarner cette idée. Le fait est qu'on en parle depuis plus d'un demi-siècle mais sans l'avoir jamais vraiment réalisée. Cette participation a-t-elle un sens dans le monde moderne, une économie ouverte, sans frontière, dominée par les multinationales qui imposent un impératif de retour sur investissement et de rentabilité ? La France peut-elle, dans ce contexte, se singulariser par un système de co-gestion généralisé ? Il est permis de penser qu'au-delà de la force du mot, la participation, au sens de la co-gestion, qui n'a jamais vu le jour en plus d'un demi-siècle, est largement utopique dans le contexte d'une économie ouverte.

**Michel Ruimy** : La Droite sociale a pour objectif de développer la sensibilité sociale au sein de la Droite française en remettant les classes moyennes au cœur des politiques publiques. Ne voulant pas laisser, à la Gauche, le monopole de la question sociale, elle entend développer sur cette question une approche de Droite pour combattre l'idée selon laquelle la « Droite ne serait pas sociale ». Elle se démarque de la Gauche qui favoriserait « l'assistanat » et les « indemnités passives » en mettant, en avant, la valeur travail et la responsabilité individuelle.

Depuis l'origine, elle est fondée sur une idée : la Droite ne peut pas se limiter à un programme régalien ou à un programme de rigueur. Mais, pour un meilleur avenir, il conviendrait de redresser la France et pour cela, il faut avoir une vision de Société, un nouveau modèle économique.

Ceci passe notamment par une refonte des dépenses publiques c'est-à-dire revoir le rôle et l'organisation qu'on veut donner à l'Etat, par une révision du système social qui est inéquitable, etc. Le programme devrait aborder, en particulier, les questions de la ruralité et du déclin social. En effet, les classes moyennes sont les grandes oubliées des politiques publiques de ces dernières décennies. Coincées entre les classes les plus aisées, aidées par la dynamique de la mondialisation, et les plus démunis, aidés par la solidarité publique, les classes moyennes se retrouvent sous le double coup d'un matraquage fiscal et d'un risque de déclassement. Il devrait faire également des propositions en direction de l'emploi et de son corollaire, le pouvoir d'achat, de la réindustrialisation, des problèmes du quotidien et leurs solutions, etc.

Si l'intention est bien présente, le problème est que la Droite doit se repenser complètement. Condamnée à l'errance solitaire, elle doit être unie et, en particulier, ferme sur ses convictions surtout lorsqu'il y a le risque des extrêmes. Mais, bien plus, les hiérarques du parti doivent repartir des problèmes concrets qui se posent aux Français qui se demandent toujours si on « se bat » pour eux.

Dans cette perspective, outre un programme et une vision, la Droite doit parler d'une seule voix claire. Elle doit essayer de réduire les fractures non seulement du pays mais également celles du peuple de Droite.

## **Xavier Bertrand a parlé d'une "nouvelle société" avec nos confrères du Point, reprenant le terme de Chaban-Delmas. Le projet de Chaban-Delmas consistait à rénover l'Etat en favorisant la décentralisation et en réduisant son emprise sur la société et sur l'économie. Est-ce de ce côté que devrait se tourner la droite ? Quelle différence avec le discours d'Emmanuel Macron ?**

**Maxime Tandonnet** : « Nouvelle société » est une formule, un slogan. Il y a eu en 2017 le « nouveau monde » qui devait ouvrir une ère d'exemplarité, d'optimisme et une « extraordinaire renaissance ». On sait ce qu'il en est advenu. Aujourd'hui, le thème d'une « nouvelle société » est ainsi exhumé pour faire écho à celui du « nouveau monde ». On peut tout mettre derrière cette formule : décentralisation et libéralisme certes, mais aussi rayonnement, fraternisation, bonheur... Il n'est pas du tout certain qu'après la déception du « nouveau monde », le pays soit prêt à être séduit par la « nouvelle société ». Les Français, échaudés par les déceptions, attendent tout autre chose de la politique que des slogans et des chimères. Quelles mesures concrètes, opérationnelles pour réduire le poids de la fiscalité et de la dette publique, pour combattre la pauvreté et le chômage de masse qui ne s'améliore en aucune façon au regard de la situation des pays comparables, comment améliorer la gestion de l'immigration, la maîtrise des

---

frontières et restaurer la sécurité dans la rue, comment enrayer l'effondrement du niveau scolaire ? Les Français sont beaucoup plus lucides que ne semblent le penser les dirigeants politiques. Ils ne veulent plus être manipulés par des postures et des slogans mais ils veulent être gouvernés par des actes.

**Michel Ruimy** : L'objectif d'Emmanuel Macron est de priver encore plus d'espace Les Républicains à l'approche des élections municipales comme il l'a fait depuis le début du quinquennat sur le terrain économique, avec les ordonnances sur le code du Travail, la réforme de l'ISF ou celle de la SNCF. Le président de la République souhaite installer, un peu plus, le match entre lui et Marine Le Pen. Il est d'autant plus aidé que la Droite est privée de chef charismatique. Reste maintenant à voir les résultats qu'il obtiendra.

Un exemple est la décentralisation. Le président s'est prononcé en faveur de davantage de décentralisation, tout en la liant aux responsabilités des élus locaux, où les compétences devaient aller de pair avec les financements.

Traditionnellement, les valeurs défendues par la Droite sont la liberté, le mérite, l'ordre, la sécurité, le conservatisme, etc. Si une meilleure société française doit passer par une moindre emprise de l'Etat, pourquoi pas ! Mais il faut que la Droite « se réinvente » : elle doit imprimer sa « marque », être crédible et exemplaire dans ses actions pour ne plus être inaudible sur le fond. D'autant qu'aujourd'hui, la mondialisation et l'Union européenne réduisent les initiatives gouvernementales alors que le citoyen, l'usager, le contribuable a besoin de « sentir » la présence de l'Etat auprès de lui afin de ne pas se sentir isolé.